

Date : lundi 16 septembre 2019

Lieu : Verviers

Invité : Ahmed Laaouej, député fédéral et chef de groupe PS à la Chambre des représentants

Contexte général – constat inquiétant au lendemain des dernières élections fédérales de mai 2019 :

Mr Laaouej fait état de ses inquiétudes en sa qualité d'élu socialiste, au lendemain des dernières élections, mais il relaie aussi une inquiétude des citoyens eux-mêmes.

En effet, on doit constater qu'aujourd'hui, en Belgique, et ailleurs en Europe, une certaine forme de banalisation du discours « raciste » et « discriminant », par une certaine frange politique en place s'opère. C'est en tout cas ce que l'on doit, malheureusement, constater, ici en Belgique, depuis que la NVA est au pouvoir. NVA qui est tout de même le plus grand parti flamand. Et c'est inquiétant. D'autant que ce discours raciste s'entend désormais dans la rue, et est complètement « toléré », on parle de parole raciste « décomplexée ». Et elle nous amène à identifier un recul de notre démocratie.

Ce recul de la culture démocratique est en lien direct avec le fonctionnement des institutions démocratiques.

Dans la pratique, comment fonctionne ce discours raciste « banalisé » & qu'entend-on par recul de la démocratie ?

Il y a une gradation dans les événements, on parle d'abord d'autres faits marquants avant d'arriver à des discours ouvertement racistes, xénophobes et discriminants.

Quelques exemples de ce que fait la NVA aujourd'hui, pourtant au pouvoir et qui frise avec les « atteintes aux libertés fondamentales » :

- Le recul de la démocratie arrive lorsque l'on constate des atteintes aux droits des syndicats, et à la remise en question de la liberté de manifester, qui, par extension, est une restriction des droits des travailleurs ;
- On constate de plus en plus d'attaques contre la presse et cette mouvance de droite « extrême » leur prête notamment des présumées idéologies d'extrême gauche, par exemple ;
- Des intimidations vis-à-vis de certains journalistes, et dès lors, on en arrive à une atteinte à la liberté de la presse ;
- Des ONG, et associations sont dans le viseur également (ex : Médecins sans frontières) ;
- Des avocats sont aussi attaqués ainsi que des magistrats francophones qui n'adhèrent pas à leurs thèses = une attaque du pouvoir judiciaire ;
- Les visites domiciliaires, les encouragements à dénoncer des personnes qui hébergeraient des migrants ou sans papiers = criminalisation de la solidarité ;
- L'enfermement des mineurs en centres fermés ;
- Les attaques contre les lanceurs d'alertes ;
- ...

Le recul de la démocratie se remarque donc et grandit avec toute une série d'attaques de la droite et de l'extrême droite flamande vis-à-vis de professions et/ou de secteurs qui défendent les libertés et

dès lors le principe même de la démocratie, et qui font vivre notre démocratie, justement. On parle ici bien d'atteinte au respect même de la dignité des individus. Toutes ces pratiques s'apparentent malheureusement à de l'idéologie raciste.

OR le principe même de notre démocratie est le respect de la dignité humaine : un humain = un humain !

Quelles sont les caractéristiques du « nationalisme » idéologie dominante de la NVA ?

- Ce qui caractérise le nationalisme de la NVA, et son idéologie, est un nationalisme « flamand romantique » pour lequel la nation est vue comme au-dessus des individus. Cette conception romantique que la nation existe avant nous est notamment basée sur une histoire de type mythe et où l'identité flamande est prédominante, et pour laquelle, on en épouse les attributs ;
- On parle « d'immigré » pour parler par exemple des berbères comme d'une communauté fermée, comme pour d'autres communautés d'ailleurs ;
- On crée une totalité dans laquelle tous les attributs donnés correspondent à des propos « racistes » : un exemple, lorsque Théo Vrancken parle des « africains » en opposition à « nous », il hiérarchise les individus, leur donne une valeur ajoutée selon leur origine, ce qui équivaut à faire du RACISME.

C'est donc lorsque l'on constate malheureusement qu'au plus haut niveau de l'état, des ministres ou secrétaires d'états qui ont jurés fidélité à la constitution belge, n'ont aucune difficulté à tenir des propos racistes comme cités plus haut, que l'on peut alors parler de LIBERATION DE LA PAROLE RACISTE, puisqu'elle est cautionnée au plus haut niveau de pouvoir, par les garants de l'Etat eux-mêmes. C'est ça qui est très dangereux aujourd'hui ! En effet, si un ministre tient lui-même des propos racistes alors il cautionne et valide la parole raciste qui s'en suit ailleurs également.

Que faire face à ce constat alarmant ?

- Ces attaques verbales symboliques ne se font pas qu'à l'encontre des étrangers, mais d'autres pans de la société aussi ;
- Ces discours sont autant d'atteintes à notre démocratie, et quelque soit le discours ou qui que ce soit qui le porte, il doit être dénoncé par l'ensemble des démocrates, on ne peut pas laisser passer cela, sinon, cela reviendrait à dire qu'on le cautionne nous aussi, démocrates convaincus ;
- Attention, car les actes racistes sont toujours précédés de discours racistes – il faut y être très vigilant ;
- Pour combattre ce discours raciste, il faut restaurer les principes démocratiques, il faut protéger le modèle de vie européen d'ouverture vers autrui, et ne pas avoir peur de nommer ces personnes par leurs noms, à savoir des « racistes ».

LIBERATION DE LA PAROLE RACISTE : cautionnée par un discours et des propos eux-mêmes racistes et tenus par des garants de la démocratie, des ministres flamands, de la NVA, notamment. Attention !!! nous ne pouvons pas laisser faire, car c'est comme cela que l'on risque de basculer du côté sombre, et ce n'est pas sans nous rappeler des pans de notre histoire européenne qui ont menés à une catastrophe. Un constat : peu après les élections de mai 2019, on a senti à Bruxelles et ailleurs une recrudescence de propos racistes, cautionnés, malheureusement, par un parti flamand au pouvoir, la NVA.

Quelques PISTES et REFLEXIONS évoquées lors du débat avec la salle

- Ne pas avoir peur de nommer ceux qui tiennent de tels propos pour ce qu'ils sont : des « racistes » ;
- Y a-t-il plus de violence dans notre société ? Non, il n'y a pas plus de violence aujourd'hui qu'hier, la violence est « inhérente » à la nature humaine. Mais elle est aujourd'hui plus visible, et plus spectaculaire. D'ailleurs sur 20 ans, on ne constate pas une augmentation du nombre d'agressions, mais plutôt une augmentation du sentiment d'insécurité dans le chef de la population, qui peut amener vers un discours plus palpable de racisme, car il faut trouver un « bouc émissaire » ;
- Par contre, on peut parler plus aujourd'hui de violence d'état, de violence économique, vis-à-vis d'une partie de plus en plus importante de la population, qui amène à une défiance vis-à-vis de nos instances publiques ;
- ATTENTION : même en Europe, avec l'arrivée des nouveaux pays dans l'U.E. on arrive à des tendances nationalistes qui resurgissent, du même type qu'en Flandres, le nationalisme romantique. D'ailleurs, on a vu la création d'un poste de « Commissaire à la protection des modes de vie européens », mais qu'est-ce que cela veut bien signifier ? Qu'il y aurait un modèle européen en opposition à d'autres modèles ? C'est envoyer un message négatif et c'est inquiétant lorsque l'on prône un modèle de nation sur un projet de société commun, avec des valeurs communes comme le suffrage universel, par exemple. Ce que nous prônons, en tant que démocrates. Il faut faire attention, on opposerait donc « le bon européen » aux autres, mais qui serait le bon européen ? Un modèle de « bon catholique » ? On en revient à ce que prône la NVA dans sa notion de nationalisme « romantique », c'est un peu le même principe, et c'est DANGEREUX pour nos démocraties. Il n'y a pas un modèle de vie « européen » mais DES modèles de vie « européens », ce qui fait notre richesse, c'est justement notre diversité.
- Qu'est-ce qui engendre un repli identitaire ? plusieurs explications possibles : la perte de repères et l'angoisse du changement, dû notamment à la mondialisation peut amener les citoyens vers un repli identitaire, car on y retrouve des repères connus. La montée de l'individualisme, en opposition à la solidarité. L'insécurité sociale, les discours dominants de rejet de l'autre, de l'étranger, de l'inconnu, qui « passent de mieux en mieux », la culpabilisation des plus faibles qui amène à une division des classes populaires.
- L'appartenance sociale (critère de la gauche) rassemble, fédère, et elle s'oppose à l'appartenance d'origine, identitaire, largement véhiculée par l'extrême droite et qui, elle, divise.
- Face au discours d'extrême droite, il faut un discours rassembleur, qui repense le mode, un langage nouveau, imaginaire. Qui envoie des messages positifs, pour contrer l'extrême droite qui elle avance l'hégémonie culturelle.
- LES VILLES sont plutôt progressistes, les villages quant à eux sont plutôt conservateurs, les péri-urbains sont plutôt « réactionnaires ». Pourquoi ? La menace de l'inconnu. La peur de l'autre et des différences.
- La violence de l'Etat est la seule violence légitime. La seule qui peut contraindre les citoyens dans leurs mouvements.
- Les réponses économiques pour lutter contre les inégalités pourront répondre aux frustrations sociales, et éviter de tomber dans les extrêmes. Or on est bien loin du compte aujourd'hui.
- On est ici dans un débat du rapport à la démocratie. Un débat autour du rapport au pouvoir aussi. Qu'est ce qui maintient une démocratie ? Son système judiciaire, l'instruction, la sécurité sociale.

- L'extrême droite aujourd'hui surfe sur la vague économique, le rejet de la mondialisation, elle trouve de nouvelles armes pour appâter les citoyens, comme on le voit avec le discours de Marine Le Pen en France : ils dénoncent aussi la mondialisation et ses effets pervers, ils dénoncent aussi le réchauffement climatique, mais ils y apportent d'autres réponses, bien moins démocratiques. On parle alors de discours populiste.

Conclusions : notre démocratie n'est pas appauvrie, mais il faut être vigilant et dénoncer les discours de l'extrême droite, il faut se battre pour renforcer les outils de la démocratie, le droit d'association, le suffrage universel, maintenir le contre-pouvoir et donner la parole à la société civile, rappeler d'où nous venons aux jeunes générations, parler des guerres et des conflits sociaux qui ont façonnés notre histoire. L'Europe s'est construite grâce à tout cela, et il faut entretenir ces acquis. Il faut expliquer aux jeunes générations que la démocratie n'est pas finie, qu'elle se construit toujours, mais qu'elle est fragile. Que des nouvelles formes de participations citoyennes existent et peuvent continuer à la faire vivre, au-delà des discours extrêmes et racistes. Il faut continuer à croire en notre démocratie, la restaurer comme idéal, et la protéger lorsqu'on la sent menacée. Les jeunes générations sont l'avenir de notre démocratie. En Belgique, en Europe et partout dans le monde.
